

Brochure n° 3307

Convention collective nationale

IDCC : 2264. – **HOSPITALISATION PRIVÉE**

AVENANT N° 2 DU 25 JANVIER 2007

RELATIF À L'ACCORD DU 26 FÉVRIER 2001

SUR LE FINANCEMENT DU PARITARISME

NOR : ASET0750509M

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour finalité de redéfinir la répartition des cotisations destinées au financement du paritarisme pour tenir compte du fonctionnement des différentes commissions auxquelles ces cotisations sont affectées.

Article 1^{er}

Affectation des cotisations

L'article 4 de l'accord du 26 février 2001 « Affectation des cotisations » est abrogé. Il est remplacé par un nouvel article 4 ainsi rédigé :

Article 4

Affectation des cotisations

Le montant total des cotisations recueillies par l'association de gestion du paritarisme sera réparti selon les modalités suivantes :

- 20 % affectés au fonctionnement de la commission paritaire nationale de l'emploi (frais de secrétariat, frais de fonctionnement et étude) ;
- 80 % affectés au FONGESMES, ventilé comme suit :
 - 50 % répartis de manière égalitaire entre les organisations syndicales de salariés représentatives signataires de l'accord du 26 février 2001, destinés à compenser les pertes de rémunération et à défrayer les frais des négociateurs à la commission mixte paritaire (réunions plénières

- et groupes de travail), et à la commission paritaire nationale pour l'emploi et la formation professionnelle (réunions plénières et secrétariat technique), la commission nationale paritaire de suivi, créée par l'accord du 27 janvier 2000 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail, la commission nationale de conciliation et d'interprétation, ou toute autre dépense de négociateur ;
- 50 % répartis proportionnellement entre les organisations syndicales de salariés représentatives signataires de l'accord du 26 février 2001 en fonction du nombre de participations aux réunions des différentes commissions prévues ci-avant selon la formule : (masse à répartir/total annuel de réunions) × nombre de participations de l'organisation syndicale.

Article 2

Durée. – Dépôt

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prendra effet à compter du premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension. Il sera déposé ainsi que ses avenants par les organisations professionnelles d'employeurs, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 3

Publicité. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant sera déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

L'extension sera sollicitée auprès du ministre du travail par l'une des organisations signataires.

Fait à Paris, le 25 janvier 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération de l'hospitalisation privée (FHP) ;

Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (SYNERPA).

Syndicats de salariés :

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération des services de santé et des services sociaux CFDT ;

Fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC.